



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-107208>

Département(s) de publication : **93, 90, 91, 92, 75, 76, 77, 95, 973**

Annonce n° **24-107208**

Services

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom complet de l'acheteur : Mairie du Bourget

Type de Numéro national d'identification : SIRET

N° National d'identification : 21930013400018

Ville : Le bourget cedex

Code postal : 93351

Groupement de commandes : Non

Département(s) de publication : 93, 90, 91, 92, 75, 76, 77, 95, 973

Section 2 - Communication

Lien vers le profil d'acheteur : https://www.achatpublic.com/sdm/ent2/gen/ficheCsl.action?PCSLID=CSL_2024_yPq8pqjhr

Identifiant interne de la consultation : 2024-038

Intégralité des documents sur le profil d'acheteur : Oui

Utilisation de moyens de communication non communément disponibles : Non

Nom du contact : DIRECTION DE LA COMMANDE PUBLIQUE

Adresse mail du contact : Marches.publics@ville-lebourget.fr

Section 3 - Procédure

Type de procédure : Procédure adaptée ouverte

Conditions de participation :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle - conditions / moyens de preuve :** Le candidat devra produire le formulaire DC1 de lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants. Ce formulaire est disponible sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Il doit être entièrement complété par la personne habilitée à engager la société candidate au présent marché. Dans le cas d'un groupement d'entreprises, ce document devra être complété par tous ses membres et par le mandataire, qui sera explicitement désigné par les membres du groupement. Le candidat joindra au formulaire DC1 : une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner ; les renseignements sur le respect de l'obligation de l'emploi mentionné aux articles L5212-1 à L5212-

11 du code du travail. Le candidat devra produire aussi le formulaire DC2 de déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. Ce formulaire est disponible sur le site de la Direction des Affaires Juridiques à l'adresse indiquée ci-dessus et doit être entièrement complété. Le candidat joindra au formulaire DC2 les renseignements nécessaires aux fins de vérification de sa capacité économique et financière et de ses capacités techniques et professionnelles, tels qu'ils sont indiqués ci-dessous.

- **Capacité économique et financière - conditions / moyens de preuve** : Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents en cours de validité.
- **Capacités techniques et professionnelles - conditions / moyens de preuve** : Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique, dans le domaine de l'exploitation des kiosques à journaux ; Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années. Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.

Technique d'achat : Sans objet

Date et heure limite de réception des plis : 21/10/2024 à 12:00

Présentation des offres par catalogue électronique : Interdite

Réduction du nombre de candidats : Non

Possibilité d'attribution sans négociation : Oui

L'acheteur exige la présentations de variantes : Non

Critères d'attribution : Les critères, non pondérés ni hiérarchisés, qui président au jugement des offres sont les suivants : - modalités d'exploitation du snack-box envisagée par le candidat ; - qualité et cohérence de l'ensemble de l'offre ; - capacité économique du candidat ; - montant de la redevance proposée ; - un planning prévisionnel de mise en place et de mise en service à compter de la signature de la convention. Ces critères seront appréciés en fonction du projet d'offre présenté par le candidat.

Section 4 - Identification du marché

Intitulé du marché : OCCUPATION TEMPORAIRE PRIVATIVE DU DOMAINE PUBLIC CONCEDE POUR L'INSTALLATION ET L'EXPLOITATION D'UN SNACK-BOX AU BOURGET

Type de marché : Services

Description succincte du marché : La présente procédure, passée en application de l'article L.2122.-1.4 du Code général de la propriété des personnes publiques a pour objet l'occupation temporaire privative du domaine concédé pour l'installation et l'exploitation d'un snack-box type food-truck au 33 avenue Jean Jaurès, Le Bourget 93350. La Convention d'occupation temporaire privative du domaine sera conclue avec le titulaire, pour une durée maximum de 5ans. Le titulaire sera soumis au paiement d'une redevance forfaitaire d'occupation du domaine public de 1000 euro(s) par an, versée à la commune du Bourget. Le titulaire du contrat pour l'édification d'un snack-box fournira non seulement l'édicule, mais prendra également à sa charge, les frais de fondation, les frais de branchement des appareils entre le réseau du fournisseur d'électricité et les tableaux de comptage dudit snack-box. L'entretien et le nettoyage de la partie extérieure du snack-box ainsi que les abords immédiats seront à la charge du titulaire du contrat, qui devra les maintenir en parfait état dans toutes leurs parties. Le titulaire sera tenu de faire reconstruire ou réparer à ses frais le snack-box, qui

viendrait à être endommagée ou détruite en tout ou en partie pour quelque cause que ce soit. A l'expiration du contrat, la dépose du mobilier et la remise en état des lieux sont à la charge du titulaire. A l'intérieur du snack-box, le titulaire établira à ses frais, des produits alimentaires nécessaires à son exploitation, à savoir des produits des valeurs sûres, des produits bio, healthy des produits locaux, des nouveautés et des produits différents en fonction des saisons.

Lieu principal d'exécution du marché : 33 avenue Jean Jaurès, Le Bourget 93350

Durée du marché (en mois) : 60

Valeur estimée (H.T.) : 5000 euros

La consultation comporte des tranches : Non

La consultation prévoit une réservation de tout ou partie du marché : Non

Marché alloti : Non

Section 6 - Informations Complémentaires

Visite obligatoire : Non

Autres informations complémentaires : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier, à l'issue de l'analyse des propositions, avec les candidats. En cas de négociation les candidats seront avertis. La négociation pourra avoir lieu par écrit ou lors de réunions organisées à la mairie du Bourget, dans le respect des principes d'égalité de traitement et de transparence des procédures. Le pouvoir adjudicateur se réserve également le droit d'attribuer la consultation préalable, sur la base des offres initiales sans négociation. Tribunal administratif de Montreuil 7 rue Catherine Puig (niveau 206 rue de Paris) 93558 MONTREUIL CEDEX Tél. : 01 49 20 20 00 fax : 01 49 20 20 99 Courriel : greffe.ta-montreuil@juradm.fr URL : <http://montreuil.tribunal-administratif.fr/>

Date d'envoi du présent avis à la publication : 20/09/2024